

ÉDITORIAL
JEAN-PAUL
BOMBAERTS

Pour quoi aller manifester à l'automne?

Après la canicule de l'été, l'automne social, lui, s'annonce à peine moins torride. Le président de la FGIB a annoncé la couleur: «Je vais pourrir la campagne électorale de ce gouvernement.» Les syndicats dénoncent la remise en cause de la liaison des salaires à l'ancienneté, la suppression des congés maladie non utilisés des fonctionnaires, ou encore la dégressivité accrue du chômage. Faut-il descendre dans la rue pour cela?

Faire abstraction de l'ancienneté pour le calcul des salaires serait une véritable révolution. Le Conseil central de l'économie a été mandaté pour se pencher sur la question et il coulera encore de l'eau sous les ponts avant d'y arriver.

Manifester pour permettre aux agents publics de pouvoir accumu-

ler des jours de congé maladie non utilisés, c'est prendre le risque de s'aliéner une opinion publique qui supporte de moins en moins les privilèges corporatistes. Le gouvernement aurait d'ailleurs pu aller plus loin encore en mettant sur la table la péréquation des pensions publiques ou le principe des nominations.

Quant à la dégressivité accrue des allocations de chômage, deux nuances s'imposent. Primo, le chômage augmentera en début de période, ce qui est logique pour un dispositif qui se veut une assurance (et non une rente...). Deuxièmement, il n'est pas question de limiter dans le temps les allocations de chômage, ce que souhaitent pourtant N-VA et Open Vld. Vouloir jeter des milliers de gens dans la précarité est sans doute une accusation exagérée.

Il y a un point, en revanche, sur le-

quel les syndicats ont raison: c'est que depuis le début de la législature, les efforts demandés par le gouvernement reposent presque exclusivement sur les épaules des travailleurs. Rappelons que ceux-ci ont déjà avalé un saut d'index et le recul de l'âge de la pension à 67 ans. Des mesures ont certes été prises pour taxer davantage le patrimoine, mais celles-ci n'ont jamais rapporté les recettes escomptées. Soit parce qu'elles peuvent être contournées, soit parce qu'elles sont attaquées en justice.

Mais il est vrai que s'attaquer au patrimoine n'est pas exactement ce qu'on attend d'un gouvernement de centre-droit. Ce n'est pas à lui de lancer des réformes que les gouvernements où siégeaient les socialistes n'ont jamais osé entreprendre et qui sont pourtant recommandées par des instances internationales (FMI, OCDE, Commission européenne) qu'on peut difficilement qualifier comme étant de gauche. L'exonération des plus-values sur actions, le régime de la branche 23, l'absence de mise à jour des revenus cadastres, l'absence de taxation des loyers, se faire rémunérer par sa société de management sont autant de niches fiscales qui compliquent une normalisation de la taxation du travail. Mieux vaudrait, avant de descendre dans la rue, d'abord se demander pour quoi aller manifester.